

Le G8 annonce 20 milliards de dollars d'aide pour la sécurité alimentaire

Les membres du G8 (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Royaume Uni et Russie) se sont retrouvés du 8 au 10 juillet à L'Aquila, en Italie, pour un sommet ouvert à l'Afrique du Sud, au Brésil, à la Chine, à l'Inde et au Mexique, qui se sont constitués en « groupe des cinq » (G5) pour « *contribuer à la promotion des intérêts des pays en développement* ». Dans une déclaration commune en faveur du multilatéralisme et de la coopération internationale, les participants ont réaffirmé leur volonté de travailler de concert pour lutter contre la crise économique et financière. Ils se sont notamment engagés à redynamiser les flux commerciaux internationaux, qui se sont effondrés au cours des derniers mois, et ont ainsi plaidé pour une conclusion des négociations commerciales à l'OMC en 2010.

Parmi les mesures concrètes adoptées, le G8 a annoncé 20 milliards de dollars d'aide pour contribuer au « *développement agricole durable et à l'aide alimentaire* » dans les pays en développement. Il faut que « *la sécurité alimentaire, la bonne nutrition et l'agriculture durable restent une question prioritaire de l'agenda politique international* » ont souligné le G8, un ensemble de pays tiers et un panel d'organisations internationales dans une déclaration commune, constatant que l'extrême pauvreté et la faim concernent aujourd'hui 100 millions de personnes supplémentaires.

Sur les questions des changements climatiques, qui figuraient également à l'ordre du jour de la réunion, le G8, le G5, l'Indonésie et la République de Corée ont approuvé la limite de réchauffement de 2 degrés Celsius, considérée comme la limite scientifiquement reconnue afin d'empêcher les conséquences les plus graves du changement climatique. Si, d'après les observateurs, cela constitue une véritable percée dans les débats, le forum n'a pas progressé significativement sur les dossiers sensibles et notamment sur les engagements à moyen terme (à l'horizon 2020) de réduction des émissions de gaz à effet de serre. « *Le G8 pouvait faire plus, mais ses conclusions ont donné de l'élan à la négociation du futur accord attendu à Copenhague en décembre* » a estimé un expert des Nations unies.

Les grands progrès dans la lutte contre la pauvreté et la faim commencent à ralentir

À six ans de la date butoir pour la réalisation des Objectifs du millénaire, consistant en la réduction de moitié de la pauvreté sous toutes ses formes, les Nations unies ont publié le 6 juillet un rapport d'évaluation annuel mettant en évidence une situation alarmante. « *Les progrès vers la réalisation de ces objectifs sont à présent menacés par une croissance économique anémique, voire négative, et une diminution des ressources. Au même moment, les effets des changements climatiques deviennent de plus en plus apparents, et leur impact risque d'être dévastateur pour tous les pays, riches ou pauvres* » souligne le rapport. Les progrès réalisés au cours de la décennie 1990 et dans la première partie des années 2000 se voient considérablement affectés par un renversement des tendances. « *La prévalence de la faim dans les régions en développement est en train d'augmenter, puisqu'elle est passée de 16 pour cent en 2007 à 17 pour cent en 2008* » indique le rapport. Dans un tel contexte, ce sont les femmes et les enfants qui sont les plus touchés.

La crise économique et financière a aussi un impact important sur la disponibilité des ressources des pays en développement : leurs recettes à l'exportation, dont ils dépendent souvent étroitement, diminuent en raison de la dépression du commerce international, et les flux d'aide en provenance des économies riches décroissent dans le même temps du fait des récessions.

« *Mais le tableau n'est pas entièrement sombre* » car, à l'échelle de la planète, la pauvreté et la mortalité des enfants de moins de cinq ans ont diminué et « *les résultats ont été impressionnants dans le domaine de l'éducation* » avec une forte augmentation du taux de scolarisation primaire.

Le rapport passe en revue les actions à privilégier, qui consistent notamment en des « *interventions ciblées qui ont des effets immédiats* », et donne des orientations stratégiques pour l'avenir : « *La priorité doit être donnée au problème du changement climatique (...)* Et il faudra également cibler les domaines et groupes de population qui sont manifestement à la traîne : communautés rurales, ménages les plus pauvres et minorités ethniques, qui, tous, auront un rôle à jouer pour déterminer notre avenir commun ».

L'OCDE préconise de poursuivre la réforme des politiques agricoles

Dans un rapport publié le 6 juillet, intitulé « *Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2009* », l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE) appelle à « *poursuivre la réforme des politiques agricoles* ». La publication indique que le soutien agricole des pays de l'OCDE est globalement en baisse : « *En 2008, il a représenté 21 % des recettes agricoles brutes, le niveau le plus bas relevé depuis le milieu des années 80* ». Selon le rapport, l'agriculture devrait mieux résister à la crise que les autres secteurs économiques, parce qu'elle « *est moins exposée financièrement, la demande pour ses produits est moins sensible aux baisses de revenu et les politiques de soutien en place dans bon nombre de pays peuvent atténuer l'impact de la crise* ». Néanmoins, il convient, d'après l'OCDE, d'approfondir les réformes entreprises dans un contexte où « *les finances publiques restent soumises à rude épreuve* ».

Sources : AFP, ICTSD, G5, G8, Le Monde, OCDE, ONU, The Guardian.